

VEXIN. Conseil communautaire : les anti-carrières feront bloc

Jeudi, GPS&O rendra un avis consultatif sur le projet de carrière à Bruel-en-Vexin. Les anti-Calcia, élus de la communauté urbaine et simples citoyens, feront entendre leur voix. La réunion s'annonce tendue.

Remontés à bloc. Les anti-carrières manifesteront leur mécontentement devant la salle des fêtes de Gargenville, jeudi à 16 heures, à l'occasion de la réunion de la communauté urbaine GPS&O. Comme ils l'ont fait déjà à plusieurs reprises cette année. En cause : la présence à l'ordre du jour d'une délibération proposant de rendre un avis consultatif positif aux demandes de permis et d'autorisation environnementale déposés par l'entreprise Calcia, pour l'exploitation d'une carrière à Bruel-en-Vexin.

La délibération, qui sera soumise au vote des 129 élus (73 communes), souligne « l'impact positif du projet sur le développement économique du territoire ». Des réserves sont néanmoins émises, en raison de ses conséquences potentielles sur les ressources en eau de la région.

Le gisement de calcaire Guitrancourt arrive à épuisement. Une nouvelle carrière doit donc voir le jour à Bruel-en-Vexin, dans la zone 109, un périmètre d'exploitation du sol délimité par l'État en 2000. La roche extraite dans le Vexin alimente la cimenterie de Gargenville, propriété du groupe Heidelberg/Calcia.

« Les graines d'une Zad »

L'ordre du jour a été rendu public vendredi soir. Les militants de l'Association vexinoise de lutte contre les carrières cimentières (AVL3C) n'ont pas tardé à réagir. Samedi matin, ils distribuaient des tracts en centre-ville de Juziers, ville voisine de Gargenville, dénonçant un « passage en force » de la communauté urbaine.

« Cette usine, c'est chaque jour 200 passages de camions et 1 000 tonnes de CO2 rejetés dans l'atmosphère, s'agac



Samedi matin, une dizaine de militants anti-Calcia ont manifesté dans les rues de Juziers.

Phillipe Laborde, membre de l'AVL3C. La délibération parle du volet économique. Le ciment produit ici doit alimenter le Grand Paris, dont la majorité des projets capotent ou sont repoussés. À aucun moment les problèmes de santé publique ne sont évoqués, c'est choquant !

L'ex-élu juziérois se prend même à rêver que la contestation prenne une autre dimension : « En agissant de cette manière, les pouvoirs publics sèment les graines d'une Zad. » L'acronyme de zone à défendre : un squat militant en plein-air destiné à s'opposer à un projet d'aménagement. « Des gens qui ne font rien de leur journée pourraient très bien s'installer pour bloquer le projet », ajoute-t-il.

L'association, qui lutte sur tous les fronts, a déposé en février dernier une plainte collective, avec 150 personnes, contre le préfet des Yvelines,

pour mise en danger de la vie d'autrui et carence fautive. Elle envisage d'en faire de même contre Philippe Tautou, le président de GPS&O.

Risque pour l'emploi ?

Dominique Pélegrin, président de l'AVL3C, dénonce également le risque de suppressions d'emplois chez les entrepreneurs installés dans le périmètre de la future carrière, forcés à déménager si le projet aboutit. « Pourquoi une multinationale, avec un pouvoir de lobbying très puissant, et l'État s'entêtent-ils malgré l'évolution des mentalités ?, s'indigne-t-elle. Il y a d'autres alternatives, comme l'importation du calcaire par voie fluviale et la transformation du site en centre de broyage. On ne peut pas sacrifier la santé et le cadre de vie des populations pur intérêt financier. »

Phillipe Tautou, rapporteur

de la délibération (voir encart), peut s'attendre à des discussions houleuses, ce jeudi, autour de la table du conseil communautaire.

En 2016, une quarantaine d'élus de la communauté urbaine ont signé une motion demandant l'abandon du projet. Le dernier débat sur la question à GPS&O, fin juin, avait tourné court avec le départ de 45 élus, mettant fin à la réunion faute de quorum.

« Il y a localement une forte opposition politique au projet, réagit Bruno Caffin, maire de Bruel-en-Vexin. J'espère que la communauté urbaine rendra un avis défavorable. Rien n'est argumenté dans cette délibération. C'est un peu léger pour un dossier de 5 000 pages. »

Renaud Vilafranca

PRATIQUE

Dans le cadre de l'enquête publique, l'AVL3C organise une réunion publique mercredi 26 septembre, à 20 h, à la salle des fêtes de Juziers. Les trois députés du secteur et d'autres élus prendront la parole.

Philippe Tautou tempère

Philippe Tautou, président de GPS&O et maire de Verneuil-sur-Seine, assume sans détour sa prise de position en faveur du projet. Pour lui, les arguments environnementaux ne tiennent pas. « Ceux qui sont contre trouveront toujours des raisons. Mais où est la vérité ?, explique-t-il. Les différentes études de l'État ont abouti à des recommandations, l'entreprise y répond. »

L'Élu affirme par ailleurs que les pouvoirs publics ne restent pas bras ballants dans ce dossier. « On a demandé à Calcia de prendre toutes les précautions nécessaires pour réduire

l'impact environnemental, notamment en modernisant son usine. Il y a eu des avancées très nettes de la part de l'industriel. »

Sur la question des emplois menacés par l'aménagement de la carrière, Philippe Tautou assure que la communauté urbaine accompagnera les professionnels concernés pour trouver une solution.

« Chacun votera en son âme et conscience mais le sujet vaut la peine d'être débattu, conclut-il. Je comprends la position des uns et des autres. Celle du maire de Bruel-en-Vexin est légitime. »

EN CE MOMENT

L'élégance À LA FRANÇAISE

storistes-de-france.com

-25%

sur les fenêtres, stores, volets et portes*

TVA RÉDUITE À 5,5% sur les installations produits**

Vous souhaitez prolonger l'été en agrémentant votre terrasse d'un store ? Ou préparer l'hiver en rénovant vos fenêtres ou vos volets ? En faisant appel à un professionnel Storistes de France, vous bénéficiez de l'expertise et des conseils d'un réseau de qualité. Tous nos produits sont fabriqués sur-mesure en France, et sont installés par nos propres poseurs, pour vous garantir un résultat parfait.

JOUR DE SCOP
Portails - Portes de garage - Portes blindées

12 rue des Mongazons
78200 MAGNANVILLE
Tél. 01 85 76 77 43

STORISTES DE FRANCE
Fenêtres Stores Volets